

Cameroun

En 2015, le Cameroun a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Deux personnes ont été condamnées en application de la loi n° 2011/024 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes. Le gouvernement a mis à jour son plan d'action national de lutte contre le travail des enfants et la traite des enfants pour inclure un cadre de politique de protection concernant le travail domestique des enfants et il a annoncé un Plan d'action national de promotion et de protection des droits de l'homme au Cameroun dont l'un des objectifs majeurs est la lutte contre la traite des enfants. Toutefois, au Cameroun, des mineurs sont impliqués dans le travail des enfants, notamment dans la production du cacao, et dans les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'exploitation sexuelle commerciale. Le gouvernement n'a pas ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et il n'a pas non plus interdit l'utilisation d'enfants dans des activités illicites, y compris la production et le trafic de stupéfiants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Cameroun, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Ratifier le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.	2013 – 2015
	Interdire et criminaliser l'utilisation d'enfants pour des activités illicites, y compris la production et le trafic de stupéfiants.	2014 – 2015
	Veiller à ce que toutes les activités dangereuses soient interdites aux enfants de moins de 18 ans.	2014 – 2015
	Veiller à ce que les lois interdisant la traite des enfants n'exigent pas la présence de menaces, du recours à la force ou de la coercition pour tomber sous la définition de traite des enfants et à ce que tous les enfants de moins de 18 ans soient protégés.	2015
	Veiller à ce qu'il n'y ait pas de décalage entre l'âge de la fin de la scolarité obligatoire et l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2015
Mise en application	Recueillir et rendre accessibles au public des statistiques détaillées sur les activités de répression, y compris le montant des fonds alloués à l'inspection du travail, le nombre total et le type d'inspections effectuées, les infractions constatées et les sanctions imposées.	2009 – 2015
	Veiller à ce que les organismes d'inspection du travail et d'application du droit pénal reçoivent un financement adéquat pour mener des inspections et des enquêtes.	2009 – 2015
	Renforcer l'inspection du travail en menant des inspections ciblées, en se fondant sur l'analyse des données portant sur les secteurs à risque et les schémas d'incidents graves, y compris dans le secteur informel.	2013 – 2015
	Veiller à ce que les inspecteurs du travail connaissent bien toutes les lois relatives au travail des enfants en leur fournissant régulièrement des cours de perfectionnement sur les questions portant sur le travail des enfants.	2013 – 2015
	Établir un mécanisme pour tenir un registre de tous les appels reçus par la ligne d'assistance téléphonique gratuite pour la protection de l'enfant et suivre les affaires de travail des enfants pour leur prise en	2015

	charge par les organismes d'application des lois ou les prestataires de services sociaux.	
	Veiller à ce que les jeunes garçons ne soient pas incarcérés sans qu'il y ait des preuves raisonnables d'infraction.	2015
Coordination	Veiller à ce que les mécanismes de coordination existants remplissent bien leurs fonctions.	2014 – 2015
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans les politiques existantes.	2010 – 2015
Programmes sociaux	Veiller à ce que tous les enfants, qu'ils aient ou non un acte de naissance ou qu'ils soient ou non des réfugiés, aient accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité et le harcèlement sexuel des filles et en établissant un nombre adéquat d'écoles à travers tout le pays.	2009 – 2015
	Développer les programmes existants de lutte contre le problème du travail des enfants dans son ensemble au Cameroun et mettre en place des programmes de lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture et l'exploitation des mines et des carrières.	2009 – 2015